



# OBSERVATOIRE DE LA TURQUIE ET DE SON ENVIRONNEMENT GÉOPOLITIQUE

---

---

## TURQUIE-UE : UNE RELANCE DES NÉGOCIATIONS D'ADHÉSION ?

PAR BASTIEN ALEX,  
CHERCHEUR À L'IRIS

novembre 2013

---

## TURQUIE-UE : UNE RELANCE DES NÉGOCIATIONS D'ADHÉSION ?

Par Bastien ALEX / Chercheur à l'IRIS

Un nouveau chapitre des pourparlers d'adhésion entre l'Union européenne et la Turquie – le chapitre 22 relatif à la politique régionale – devrait être ouvert le 5 novembre prochain. Si cela constitue indéniablement une avancée factuelle, puisqu'aucun chapitre n'avait été ouvert depuis la présidence espagnole (janvier à juin 2010), parler de relance du processus semble quelque peu prématuré, et ce pour plusieurs raisons.

Tout d'abord, ce déblocage des négociations ne s'est pas fait avec la manière. La France avait annoncé au mois de février son intention de lever son veto sur le chapitre 22, concrétisant enfin sur le plan européen le changement de ligne perceptible depuis l'élection de François Hollande, Nicolas Sarkozy n'ayant pour sa part jamais caché son hostilité à l'entrée de la Turquie. L'ouverture du chapitre 19 avait également été évoquée au mois d'avril lors d'une rencontre entre Stefan Füle, Commissaire européen à l'élargissement et une délégation turque emmenée par Egemen Bagis, ministre turc des Affaires européennes et négociateur en chef sur ce dossier. L'Allemagne, qui, dans un premier temps ne s'était pas opposée à l'initiative française, a finalement fait machine arrière à partir du mois de juin, prétextant la répression des manifestations en Turquie suite à l'occupation du parc Gezi à Istanbul. Si la manière dont la crise a été gérée par les autorités turques (5 morts et près de 7 700 blessés) est hautement condamnable, la décision allemande n'est pas louable pour autant puisque cette dernière n'a en réalité été motivée que par le calendrier électoral. Les élections générales se tenant le 22 septembre, la chancelière allemande Angela Merkel a préféré repousser l'ouverture du chapitre 22 à l'automne, après la publication du rapport du suivi de la Commission européenne (16 octobre) qui évalue chaque année les progrès réalisés dans l'alignement sur l'acquis communautaire, et ainsi ménager son électorat le plus hostile. Dans de telles conditions, la relance du processus paraît bien dénaturée.

Les dirigeants turcs ne sont pas non plus exempts de tout reproche, car ils utilisent eux aussi le processus à leur avantage. Très critiques depuis 2011, confiants en l'avenir du fait de la croissance économique turque qui n'en finit pas de battre des records et contraints à une rhétorique plus incisive par leurs homologues européens – et leur électorat –, Recep Tayyip Erdogan et Egemen Bagis sont coutumiers des déclarations cinglantes sur le dossier de l'adhésion, évoquant le traitement différencié qui est réservé à la candidature de leur pays. « La Turquie n'a pas besoin de l'UE, l'UE a besoin de la Turquie. Si nous avons à le faire, nous

pourrions leur dire “tant pis pour vous !” Ces trois dernières années, la Turquie n’a malgré tout pas reculé concernant sa volonté de rejoindre l’UE » avait par exemple déclaré le négociateur en chef<sup>1</sup>. Rappelons également qu’un député AKP avait, suite à la publication du rapport de suivi 2012 et lors d’une émission de télévision, jeté le document dans une poubelle, alors que Egemen Bagis évoquait dans le même temps la rédaction d’un rapport d’évaluation par ses propres services.

Ce jeu néfaste, où euroscepticisme turc et turcoscepticisme européen se nourrissent mutuellement, a bien évidemment un impact considérable sur les opinions publiques qui auront à leur charge de ratifier le traité d’adhésion, si un jour traité il y a. Le soutien populaire a été divisée par deux en Turquie selon les Eurobaromètres, qui ont même décidé de ne plus poser directement la question aux sondés, préférant évoquer l’image – positive ou négative – de l’UE plutôt que le projet d’y adhérer. Si 71 % des personnes interrogées étaient favorables à l’adhésion en 2004, seulement 35 % d’entre eux auraient aujourd’hui une opinion positive de l’UE<sup>2</sup>. De même, un clivage apparaît, de façon de plus en plus marquée au sein de l’UE entre les ressortissants des plus anciens Etats membres (les quinze premiers, ayant adhéré en 1995 ou antérieurement), de plus en plus réfractaires à l’élargissement – 60 % d’opposition avec des records en Allemagne (75%), en France (71%) et en Finlande (70%) – et ceux des nouveaux entrants issus des élargissements de 2004 et 2007 qui y restent favorables à hauteur de 61 %<sup>3</sup>. Cette évolution n’est d’ailleurs guère mise en avant par la Commission qui a purement et simplement retiré des synthèses des enquêtes d’opinion publique toutes les questions relatives à l’élargissement. En effet, le mot « élargissement » n’apparaît pas une seule fois dans le résumé du rapport accompagnant l’Eurobaromètre 79, si ce n’est en note de bas de page pour en préciser les différentes vagues<sup>4</sup>. Simple oubli ou omission volontaire ? Chacun se fera son opinion.

Enfin, les questions de fond ne sont ni réglées ni même discutées. Les négociations entre les deux communautés chypriotes sont pour l’instant au point mort, malgré une annonce de reprise pour l’automne 2013 suite à l’élection de Nikos Anastasiadis à la présidence de la République de Chypre, personnalité favorable à la relance des pourparlers. La Turquie n’a jamais fait montre d’une quelconque intention de modifier sa position, rappelant qu’elle ne reconnaît qu’une république de Chypre unifiée. Ankara s’est d’ailleurs récemment vigoureusement opposé aux activités de prospection pétrolière et gazière menées par plusieurs firmes étrangères pour le compte de Nicosie au large des rives méridionales de l’île, menaçant les compagnies, américaines notamment, d’interdiction d’investir sur le territoire ou d’accéder au marché turc. La levée du veto européen sur 8 chapitres de négociations reste donc pour l’instant improbable.

<sup>1</sup> « Minister Bagis: If necessary, Turkey will tell EU to get lost », Today’s Zaman, 19 juin 2013.

<sup>2</sup> Eurobaromètres 62 (automne 2004) et 79 (juillet 2013). Les chiffres de ce paragraphe sont issus du même document.

<sup>3</sup> Notons que ce désaveu se retrouve également chez les populations des autres pays candidats, qui, sans y être totalement hostiles, manquent grandement d’enthousiasme, fait nouveau démontré, entre autres, par le peu de participation lors du référendum sur le traité d’adhésion en Croatie (43,5 %).

<sup>4</sup> Cf. « L’opinion publique dans l’Union européenne », p. 7, juillet 2013, [http://ec.europa.eu/public\\_opinion/archives/eb/eb79/eb79\\_first\\_fr.pdf](http://ec.europa.eu/public_opinion/archives/eb/eb79/eb79_first_fr.pdf). Ce document d’une quarantaine de pages est une synthèse d’un autre plus volumineux (140 pages environ) où seule l’une est consacrée à l’élargissement.

Inlassablement, la Turquie renvoie à l'UE, tel un miroir, ses contradictions et l'ensemble des questions qu'elle se refuse à affronter, celle de son identité et du projet politique qu'elle a pu un temps porter mais que ses citoyens ont désormais bien des difficultés à percevoir. Dans un contexte où, plus que jamais, le processus d'adhésion semble devenu, au sein de l'UE comme en Turquie, davantage un instrument de politique intérieure qu'un projet de politique extérieure, il semble inopportun de parler de relance digne de ce nom. Tant que la discussion de fond sera évitée, il ne pourra y avoir de réel sursaut. ■

## **TURQUIE-UE : UNE RELANCE DES NÉGOCIATIONS D'ADHÉSION ?**

Par **Bastien ALEX** / Chercheur à l'IRIS

OBSERVATOIRE DE LA TURQUIE ET DE SON ENVIRONNEMENT GÉOPOLITIQUE / NOVEMBRE 2013

**© IRIS**

TOUS DROITS RÉSERVÉS

INSTITUT DE RELATIONS INTERNATIONALES ET STRATÉGIQUES

2 bis rue Mercœur

75011 PARIS / France

T. + 33 (0) 1 53 27 60 60

F. + 33 (0) 1 53 27 60 70

[contact@iris-france.org](mailto:contact@iris-france.org)

[www.iris-france.org](http://www.iris-france.org)

[www.affaires-strategiques.info](http://www.affaires-strategiques.info)